La COP 21, ou la grande mystification

Alain Mathieu

(Président d'honneur de Contribuables associés)

En 2009 à Copenhague les pays développés se sont engagés à verser 100 mds$ (milliards de dollars) par an d'ici à 2020 aux pays en développement, pour y financer des projets réduisant le réchauffement climatique. En 2014 un rapport des Nations Unies a évalué le niveau actuel de ces financements. Il a découvert un montant variant de 40 à 175 mds$ par an : de 35 à 50 mds$ pour les financements publics et de 5 à 125 pour les financements privés.

Il ne faut pas s'étonner de l'ampleur de ces écarts. En effet, y compte-t-on les annonces de dépenses ou les versements effectués ? Et les dons, les prêts, les garanties d'emprunts y sont-ils mêlés ? Par ailleurs, le financement de centrales électriques à charbon « propres » relèverait-il de ce genre de projets ? Le Japon et l'Australie en seraient d'accord, mais pas les autres pays. Un canal d'irrigation, qui peut éviter les effets éventuels de la sécheresse, en ferait-il partie ? Quand Bolloré finance une ligne africaine de chemins de fer, ou la Banque mondiale un barrage, doit-on inclure les prêts des banques locales dans les financements de ces projets par les pays riches ? Les crédits à l'exportation (d'éoliennes par exemple) constituent-ils des financements de ce type ? Le flou des définitions, les doubles comptages, l'imprécision des mesures rendent illusoire toute évaluation précise de ces financements.

En juillet 2015 Michel Sapin, ministre des Finances, a toutefois demandé à l'OCDE, un club de pays développés réputé pour le sérieux de ses études économiques internationales, de faire en moins de quatre mois une étude précise destinée à la conférence COP 21. Bien que cela fût à l'évidence une mission impossible, Angel Gurria, le patron de l'OCDE, ancien ministre mexicain des Affaires étrangères, n'a pas cru pouvoir refuser de rendre ce service. Le 15 octobre 2015 l'OCDE publiait donc son évaluation : 62 mds$ de financement ont été consacrés en 2014 aux projets « climat » des pays en développement par les pays développés, dont 45 mds de fonds publics et 17 mds de fonds privés. Le rapport indique bien "qu'il n'est pas possible de fournir une image totalement complète" et que "les chiffres (en) sont préliminaires et partiels". Mais personne ne prend garde en général à ces précautions de langage...

Le rapport a beaucoup plu à Michel Sapin : si ces chiffres étaient acceptés par tous, il n'y aurait plus que 38 mds$ à trouver pour parvenir au montant de 100 mds$. Quelques changements de définition feront l'affaire, et Laurent Fabius est assez bon diplomate pour les faire accepter. La grande conférence internationale sur le climat sera alors un grand succès et François Hollande sera devenu un héros de l'écologie! Il n'aura donc pas de concurrent écologiste à l'élection de 2017 et pourra passer devant le candidat de droite au premier tour de cette élection et remporter le deuxième tour. L'échec de Lionel Jospin, arrivé troisième au premier tour le 21 avril 2002, sera enfin effacé...

Mais il n'est pas encore sûr que ces acrobaties financières satisfassent les pays en développement. Si ceux-ci demandent que les 100 mds$ soient des dons publics véritables, effectivement versés, la part de chacun des 17 millions de contribuables français à l'impôt sur le revenu serait de 374 € par an ; et encore davantage à partir de 2020, puisque la COP 21 doit revoir ces financements à la hausse. Ce serait un sacrifice important pour les contribuables français, mais si celui-ci permettait de "sauver la planète", et par là l'avenir de nos enfants et de nos petits-enfants, ils seraient nombreux à l'accepter.

Cependant deux livres récents jettent un doute sur le sérieux de la croisade contre le réchauffement. L'un de Christian Gérondeau, *Climat : j'accuse* (éd. du Toucan), et l'autre de Philippe Verdier, *Climat investigation - les dessous d'un scandale planétaire* (éd. Ring). Ce dernier, chef du service météo de France Télévisions, vient d'être licencié pour avoir publié ce livre...

Résumons l'essentiel des arguments de ces deux auteurs :

1) la hausse des températures serait souhaitable pour notre pays. L'année 2014 a été, avec l'année 1998, l'année où la moyenne des températures terrestres a été la plus élevée : de 1,2°c de plus que les années précédentes. D'après l'ONERC (Observatoire national sur les effets du réchauffement climatique), la température moyenne prévue en France pour 2050 serait celle de 2014. Or Philippe Verdier constate qu'en 2014 il y a eu en France 14.000 décès de moins dus au froid de l'hiver, qu'il n'y a pas eu de jours d'intempéries pour les entreprises de bâtiment et de travaux publics (contre 3 semaines en février 2012), qu'il y a eu moins de consommation d'électricité (- 6%) et de gaz (- 16%) pour de moindres besoins de chauffage, plus de vin (+ 50 % en Bordelais), de sucre (+ 15 %), de fraises (+ 9%), de cerises (+ 20 %), enfin, moins de sel sur les routes. Les arbres ont poussé plus vite. Le tourisme a été favorisé, particulièrement en Bretagne et en Normandie. S'ils défendaient les intérêts de leurs électeurs, nos responsables politiques devraient donc être favorables au réchauffement. Ils rejoindraient ainsi l'opinion du paléo-climatologue Ulf Bûntgen qui a constaté que pendant les 2.500 dernières années les périodes de stabilité sociale et de prospérité surviennent lors de réchauffements climatiques, tandis que les périodes d'instabilité et de troubles politiques sont associées à des refroidissements.

2) Les énergies dites "renouvelables" sont intermittentes : l'éolien fonctionne en moyenne 21 % du temps et le solaire 13 %. Et l'on ne sait pas stocker économiquement leur électricité. Il faut donc construire des centrales classiques pour les relayer quand elles ne fonctionnent pas ; et, quand elles fonctionnent, il faut arrêter les centrales classiques, car l'électricité des énergies renouvelables est vendue en priorité. Si bien que la rentabilité des centrales classiques baisse.

L'Allemagne, qui a un excédent de production d'électricité quand le vent souffle et le soleil brille, paie alors ses voisins pour qu'ils consomment son électricité excédentaire. A ce coût

s’ajoutent les subventions versées aux producteurs d'énergies renouvelables. Les ménages allemands paient ainsi leur électricité deux fois plus cher que les Français.

L’impossibilité de stocker les énergies renouvelables, et donc de leur conférer un rôle prépondérant dans la fourniture d’électricité, rend illusoire la prévision que 63 % de l’électricité mondiale proviendra de l’éolien et du solaire en 2050, comme le prétend le GIEC (groupe intergouvernemental d’experts du climat, mauvaise traduction de IPCC : groupe intergouvernemental sur le changement climatique). Celui-ci est un organisme onusien qui rassemble en majorité des délégués des ministères de l’Ecologie de différents pays.

3) Les prévisions du climat publiées par le GIEC proviennent de 164 calculs mathématiques différents effectués par une quarantaine de modèles. D’après un exposé fait à l’Académie française des Sciences, ces modèles sont "frères" des modèles utilisés par les météorologues, et même "frères jumeaux" pour les deux modèles de la météorologie française.

Les résultats fournis par un modèle mathématique dépendent des hypothèses sur lesquelles il est construit. Pour le commun des mortels, la température de l’air dépend largement de l’activité du soleil et de la couverture nuageuse. Pas pour les concepteurs des modèles, car l’activité du soleil est très variable (en particulier celle des rayons UV) et difficile à prévoir ; quant à la connaissance des nuages, elle est …nébuleuse ! Les hypothèses restent donc centrées sur l’influence des gaz à effet de serre comme le CO2. Ces modèles concluent tout naturellement que plus il y a de gaz à effet de serre dans l’atmosphère, plus les températures s’élèvent. Ce qui n'empêche pas leurs prévisions de hausse de la température globale moyenne pour 2100, en l’absence de mesures de freinage des émissions de ces gaz, de varier de + 1,4 °C à + 5,8 °C. C’est dire la précision et le sérieux de ces modèles, que l'on peut comparer à ceux des météorologues, qui ne peuvent prévoir le temps que pour les quelques jours suivants.

Le GIEC ne retient que la prévision la plus haute. Il évite dorénavant les prévisions pour un avenir proche, qui seraient rapidement vérifiables, et préfère celles pour la fin du siècle... Pourtant en 2007, il se hasardait pour l’Europe à des prévisions plus rapprochées dans le temps : "Les changements climatiques devraient aggraver la situation avec des températures élevées et des sécheresses, (…) dans le sud la sécheresse devrait nuire à l’approvisionnement en eau, (…) les régions montagneuses devront faire face à la réduction de la couverture neigeuse". Mais rien de tout cela ne s’est produit ! Depuis 2007, pas de canicule, pas de sécheresse, pas de manque d’eau et de neige ! Sans compter que ces modèles se sont avérés incapables de prévoir El Niño, important réchauffement périodique du Pacifique équatorial, ou encore la mousson indienne. Ils n’ont pas non plus expliqué la baisse des températures mondiales de 1940 à 1970, ni prévu leur stagnation depuis 1998. Leur attribuer une valeur scientifique relève de la mystification.

4) La mystification est entretenue aussi par l’occultation des faits contredisant les thèses du GIEC. Les glaciers du Chili et de la Nouvelle-Zélande avancent ; depuis 10 ans, le Sahel reverdit et les glaces de l’Arctique ont augmenté de 10 %, et celles de l’Antarctique, de 22

%. L' « optimum climatique » du Moyen Age était plus chaud que les températures actuelles. Il a permis de bonnes récoltes et a rendu possible la construction des cathédrales, alors que sous Louis XIV les mauvaises récoltes dues au froid ont tué plus d'un million de Français ! Il y a des centaines de millions d'années, à l'époque des fougères géantes et des dinosaures, la concentration en CO2 était dix fois supérieure à l'actuelle. Ajoutons que les taxes sur l'énergie pénalisent en priorité les ménages les plus pauvres. Car les subventions françaises aux énergies renouvelables augmentent actuellement de 10 % les factures d'électricité des ménages, et l'augmentation va croître encore. Ce sont autant d'informations que les media, tous dévoués à la propagation des théories du GIEC, se gardent bien de fournir à leurs lecteurs ou auditeurs.

5) Le "consensus scientifique" qu'affiche le GIEC est une blague ! De nombreux scientifiques éminents**,** qui étaient associés à ses publications, ont démissionné. John Christy, par exemple, estimait que les modèles ne pouvaient pas faire de prévisions fiables. Patrick Moore et Istvan Marco demandaient que l'on prenne en compte les cycles solaires. Henrik Svensmark voulait que l'on calcule les effets des rayonnements cosmiques sur les nuages. Paul Rieter affirmait que le paludisme ne se limitait pas aux pays chauds. Chris Landsea enfin, spécialiste des ouragans, disait que, contrairement aux affirmations du GIEC, le nombre et l'intensité des ouragans n'avaient pas augmenté. Le GIEC le reconnait lui-même à présent : il affiche sa "faible confiance dans des changements de l'intensité des phénomènes extrêmes".

6) L'avis rendu le 3 novembre 2015 par l'Académie française des Sciences sur le réchauffement climatique confirme "qu'il reste de nombreuses questions en suspens nécessitant un programme de recherche soutenu", "qu'il faut réduire les incertitudes des simulations numériques du climat », « résoudre le difficile problème du stockage de l'énergie", en même temps que "poursuivre l'utilisation et le développement de l'énergie nucléaire". Cet avis dément complètement ceux qui affirmaient : "la science a parlé". Pourquoi faudrait-il financer de nouvelles recherches si la science du climat fournissait des certitudes incontestables ? Finance-t-on des recherches sur le théorème de Pythagore ?

7) Un seul membre de l'Académie des sciences, Vincent Courtillot, étant "climato-sceptique", l'Académie est restée très timorée dans son avis et n'a pas osé critiquer le GIEC.

Et pourtant les théories du GIEC sont fort contestables. D'après le GIEC : "le dioxyde de carbone (CO2) piège le rayonnement infrarouge thermique, le globe qui rayonne moins vers le cosmos doit donc se réchauffer". C'est ce que l'on appelle "l'effet de serre". Le rayonnement thermique infrarouge de la terre devrait donc baisser. Mais une administration américaine, la NOAA, qui publie les mesures faites par satellite depuis 1974, n'observe aucune baisse du rayonnement infrarouge de la terre, qui est resté compris entre 225 et 240 Watts par m2 en moyenne. Quant au rôle du CO2 d'origine humaine, supposé piéger le rayonnement infrarouge, il est fondé sur l'hypothèse que les 10 Gt-C (milliards de tonnes d'équivalent carbone) émis chaque année par l'activité humaine resteraient dans l'atmosphère plusieurs dizaines d'années. Or d'après le GIEC lui-même, le stock actuel dans l'atmosphère est de 850

Gt-C et chaque année il est absorbé, à raison d'un cinquième, par les océans froids des hautes latitudes et la végétation.

Il n'y a donc dans l'air, en moyenne, que l'équivalent de cinq ans d'émissions humaines, soit 50 Gt-C (ou 6% du stock en 2014), qui ne joue ainsi qu'un rôle marginal. L'augmentation du stock de CO2 dans l'atmosphère, passé de 600 à 850 Gt-C depuis deux siècles, est due en réalité à la décomposition de matières organiques dans les sols et au dégazage d'eaux profondes, elles-mêmes très riches en CO_2, qui remontent à la surface des océans intertropicaux. Ces phénomènes dépendent de la température de l'atmosphère au niveau du sol. Or celle-ci est montée de près d'1°C depuis un siècle et demi, sans doute en raison de variations dans l'activité solaire et la couverture nuageuse.

L'augmentation du CO2 contenu dans l'atmosphère est donc une conséquence, et non une cause, du réchauffement. Un cinquième seulement de cette augmentation (50 Gt-C sur 250) est dû aux émissions humaines. Comme le croit le commun des mortels, le soleil et les nuages déterminent bien le climat, et pas les « émissions anthropiques » !

Cachée sous 4.500 pages de langage insipide et de graphiques, la mystification scientifique du GIEC est totale. Vincent Courtillot a fait remarquer à l'Académie des Sciences que la théorie de la « tectonique des plaques » avait mis 60 ans à être reconnue par les plus grands savants. Espérons qu'il faudra moins de temps à la communauté scientifique pour reconnaitre les erreurs du GIEC.

8) Christian Gérondeau constate que l'éradication de la misère est liée à l'électrification. 1,2 milliards d'humains n'y ont pas accès, dont 300 millions en Inde. De plus 3 milliards d'êtres humains vivent dans des habitations où la cuisine est faite au milieu de la pièce principale, sur des foyers à charbon, à bois, ou au lignite. D'après l'OMS ces foyers tuent prématurément de maladies du cœur ou des poumons 4,3 millions d'humains par an. Il serait donc vital pour ces pays de construire des centrales qui fourniraient l'électricité à bas prix, c'est-à-dire des centrales à charbon.

La Chine, quant à elle, en construit une ou deux par semaine. Elle continuera à le faire pendant 15 ans au moins pour rattraper la consommation d'électricité par tête d'habitant des pays développés. Les Chinois en sont actuellement à la moitié. Pour la COP 21, la Chine a pris des engagements fort peu contraignants : commencer en 2030 ses réductions d'émissions et revoir cet engagement tous les cinq ans (sans préciser dans quel sens !). Pour l'Inde, ainsi que pour de nombreux autres pays pauvres, il n'est pas question d'arrêter de construire des centrales à charbon. L'Inde va augmenter sa consommation de charbon de 42 % d'ici à 2020.

9) C'est pour cela que dans leur rapport de novembre 2014 les 260 experts de l'Agence internationale de l'Energie prévoient que la part des hydrocarbures (charbon, pétrole, gaz) dans la consommation d'énergie passera de 82 % en 2012 à 80 % en 2040, leur consommation augmentant de plus de 20 % et la part de l'éolien et du solaire ne dépassant pas 5 % en 2040. Cela relève de l'utopie que d'imaginer réduire de 50 % d'ici à 2050 la consommation

d'hydrocarbures. Le GIEC prévoyait en mai 2011 "que les énergies renouvelables (dont 63% pour l'éolien et le solaire) pourraient répondre en 2050 à près de 80 % des besoins énergétiques de l'humanité". C'est devenu l'objectif irréaliste de la COP 21. Le GIEC lui-même écrivait en 2007 : "les combustibles fossiles garderont une place prépondérante parmi les sources d'énergie jusqu'en 2030 et au-delà" !

10) Ces aberrations s'expliquent par le fait que l'écologie est une affaire politique, largement prise en mains par des ONG. Le rédacteur du rapport principal du GIEC, Sven Teske, est le "coordinateur international de Greenpeace pour les questions climatiques". Il est également rémunéré pour des articles par l'association European photovoltaic industry.

Car de nombreuses industries misent sur l'écologie. La firme Bayer, qui vend des biocarburants et des OGM contre le stress hydrique, finance des colloques. Les entreprises Shell, BP, ENI, Total, de leur côté, souhaitent l'instauration d'une taxe carbone, pour vendre leur gaz en éliminant la concurrence des mines de charbon, qui devraient verser des montants d'impôt très supérieurs à ceux du gaz. Quant aux sociétés TF1, Carrefour, IKEA, SNCF, Vivendi, elles financent Nicolas Hulot. Les fonds privés versés en 2013 à Greenpeace et à WWF s'élevaient à 27 m€. "L'Expo COP 21" qui s'ouvrira au Grand palais en décembre sera financée par des entreprises.

11) Ces entreprises sont relayées par les organisations internationales et les politiques. L'OMM (organisation météorologique mondiale), l'un des fondateurs du GIEC, pousse les présentateurs météo à souligner les dangers du changement climatique. Sous la pression de son ministre Ségolène Royal, Météo-France a dû mettre en ligne un simulateur de températures jusqu'à la fin du siècle. Cette publication est cependant assortie d'une réserve : "nous avons choisi de ne pas montrer les simulations pour les 50 premières années : la variabilité naturelle domine". Ségolène Royal a aussi écrit aux présentateurs météo : "vous êtes en première ligne pour la préparation de COP 21".

12) Les interventions politiques ont entrainé une véritable corruption des agents des administrations climatiques. Un rapport issu de Transparency International sur cette corruption dépasse les 500 pages : fraudes aux comptages et aux autorisations d'émissions, par exemple, qui majorent les émissions antérieures ; fraudes aux autorisations de fermes éoliennes ou solaires, aux changements dans la définition des zones forestières, aux attributions de marchés, aux transferts de l'aide au développement en aide au climat, fraudes à la TVA sur le « marché » du carbone, et d'autres encore. Les financements octroyés par les pays riches aux pays pauvres, qui seront confirmés par la COP 21, vont créer dans ces pays de nouvelles administrations chargées de déposer et d'instruire des dossiers. Cela va donc générer de nouvelles occasions de corruption.

13) Une explication plus profonde du succès des thèses du GIEC se trouve dans le fait que la chute des régimes communistes a fait perdre une raison de vivre aux soutiens occidentaux de ces régimes. Ils ont alors trouvé une religion de remplacement : sauver la planète du

réchauffement climatique. Le sommet de Rio-de- Janeiro, qui avait lancé le mouvement, date de 1992, deux ans après la chute du communisme. Le président indien du GIEC, démis de sa fonction en février 2015 (pour harcèlement sexuel sur sa secrétaire), l'a écrit dans sa lettre de démission : "Pour moi, la protection de la planète (…) était plus qu'une mission. C'(était) ma religion".

C'est une religion à vocation redistributive. Comme l'a déclaré le Président du groupe qui a approuvé le rapport principal du GIEC, Ottmar Edenhofer *:* "il faut se séparer de l'illusion que la politique internationale du climat est une politique environnementale. Il faut dire clairement que nous redistribuons en fait la richesse du monde par la voie de la politique climatique". François Hollande l'avait bien vu dans son livre *Changer de destin*, publié en février 2012. Il y écrivait à propos des écologistes : "cette religiosité moderne heurte mon rationalisme et mon humanisme". Mais ses intérêts électoraux étant plus forts que ses convictions, il lui a fallu sacrifier à la religion climatique.

14) A la grande satisfaction des écologistes, le pape François a repris sans discussion dans son encyclique "Laudato si" la thèse du "consensus scientifique" sur le réchauffement. Ce qui n'a pas empêché le cardinal Pell de rectifier en disant : "L'Eglise n'a pas d'expertise particulière dans le domaine de la science (…). L'opinion à la mode affirme que "la science a parlé", (…) c'est une erreur fondamentale (…). L'appel au « consensus scientifique » n'est qu'un appel à l'autorité, ce qui est totalement inapproprié quand il s'agit de science ». Il dénonce « l'approche totalitaire des partisans du réchauffement climatique à l'égard de ceux qui ne partagent pas leurs vues ; ceux qui sont sûrs d'eux-mêmes n'ont pas besoin d'être excessifs » et « les coûts financiers immenses que les "vrais croyants" voudraient imposer aux économies du monde entier".

La France, qui est au 71e rang mondial pour les émissions de CO2 par habitant, n'a aucune raison d'épouser cette nouvelle religion et de s'imposer des contraintes nuisibles. Sans doute la COP 21 sera-t-elle un succès politique et profitera-t-elle à ses promoteurs. Mais l'intérêt des Français est que la religion du réchauffement climatique soit ensuite abandonnée par leurs dirigeants.

Merci à Christian Gérondeau et à Philippe Verdier d'avoir eu le courage d'affronter le "politiquement correct" pour nous en convaincre.